

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne ..... 1.000 francs	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an		
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO ..... 15.000f		31.000f.	-	-	Chaque annonce répétée...Moitié prix
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc.					
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Algérie, Tunisie. -		-	20.000f.	40.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Etranger : Autres Pays			23.000f	46.000f	
	Prix du numéro ..... Année courante 600 f		Année ant. 700f.			
	Par la poste : ..... Majoration de 130 f par		numéro			Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81
	Journal légalisé ..... 900 f		-	Par la poste -		

### S O M M A I R E

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ARRETES

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

2020	
24 mars .....	Arrêté ministériel n° 008207 portant interdiction temporaire de circuler..... 767
24 mars .....	Arrêté ministériel n° 008208 portant interdiction temporaire de manifestations ou rassemblements ..... 768

### PARTIE OFFICIELLE

#### ARRETES

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté ministériel n° 008207 du 24 mars 2020  
portant interdiction temporaire de circuler

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège ;

VU le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 portant application de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège ;

VU le décret n° 2019-1819 du 02 novembre 2019 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2019-1836 du 07 novembre 2019 relatif aux attributions du Ministre de l'Intérieur ;

VU le décret n° 2020-830 du 23 mars 2020 proclamant l'état d'urgence sur le territoire national,

ARRÊTE :

Article premier. - En application des dispositions du décret n° 2020-830 du 23 mars 2020 proclamant l'état d'urgence, sont interdites :

1°) - la circulation interurbaine des personnes et des biens pendant toutes les heures ;

2°) - la circulation des personnes et des biens dans toutes les circonscriptions, de 20 heures à 6 heures.

Art. 2. - Ne sont pas concernés par cette interdiction :

- les Présidents d'institution de la République ;

- les ministres et les secrétaires d'Etat ;

- les députés ;
- les ambassadeurs ;
- les gouverneurs, les préfets et les sous-préfets ainsi que leurs adjoints ;
- les magistrats et les greffiers ;
- les personnels des forces de défense et de sécurité ;
- les personnels de santé ;
- les véhicules de transport de marchandises.

Art. 3. - Le Ministre de l'Intérieur, les gouverneurs de région et les préfets de département peuvent délivrer des autorisations spéciales de circuler, en cas de nécessité.

Art. 4. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.

Arrêté ministériel n° 008208 du 24 mars 2020  
portant interdiction temporaire  
de manifestations ou rassemblements

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège ;

VU le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 portant application de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège ;

VU le décret n° 2019-1819 du 02 novembre 2019 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2019-1836 du 07 novembre 2019 relatif aux attributions du Ministre de l'Intérieur ;

VU le décret n° 2020-830 du 23 mars 2020 proclamant l'état d'urgence sur le territoire national,

ARRÊTE :

Article premier. - En application des dispositions du décret n° 2020-830 du 23 mars 2020 proclamant l'état d'urgence sur le territoire national, sont interdits sur l'étendue du territoire national :

- tous cortèges, défilés, rassemblements et manifestations sur la voie publique ;
- toutes les réunions dans les lieux publics ou privés, de quelque nature qu'elles soient ;
- les rassemblements dans les lieux recevant du public, tels que les salles de spectacle, les bars, les restaurants, les casinos, les plages, les marchés hebdomadaires, les terrains dédiés au sport, les lieux de culte, etc.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.